

Assemblée confédérale de rentrée – 25 août 2015

Introduction au débat

Fabrice ANGEI

Chers camarades,

La torpeur estivale n'a pas interrompu la « marche du monde ». Elle n'a pas non plus arrêté l'activité de la CGT !

Le Monde bouge : Les différents continents connaissent tour à tour une série de bouleversements majeurs, sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan environnemental ou encore, militaire. Tous ces phénomènes entraînent d'énormes bougés géopolitique. La diversité de ces mouvements, leurs contradictions, interpellent. Je m'appuierais sur quelques-uns.

Cuba et les États Unis ont rétabli le 30 juillet leurs relations diplomatiques avec les réouvertures des ambassades à Washington et à la Havane après 54 ans de rupture. Si les États Unis admettent l'échec vis à vis de Cuba, la normalisation n'aura de terme qu'avec la levée du blocus économique, commercial et financier imposé en 1962 et renforcé en 1996.

La signature le 29 juillet de l'accord de Vienne entre les puissances occidentales et Téhéran, jusqu'alors mis au ban de la société, sur le nucléaire iranien est incontestablement un plus pour la paix ... même si nous ne sommes pas dupes des raisons géopolitiques et économiques qui ont guidé cet accord et dénonçons la situation interne dans ce pays notamment à l'égard des travailleurs et des syndicalistes soumis à la répression du pouvoir iranien : licenciements abusifs, impossibilité de constituer des organisations syndicales réellement indépendantes, pressions judiciaires, emprisonnements dont sont victimes celles et ceux qui défendent les droits fondamentaux.

Alors que la Turquie a montré son peu d'empressement à défendre le peuple kurde à la frontière syrienne, le siège de Kobané restant en mémoire, le gouvernement turc, au motif de lutter contre le terrorisme de l'Etat Islamique a fait le 24 juillet un tour de passe-passe géopolitique détournant les armes contre son opposition kurde, symbolisé par les défenseurs de la république de Kurdistan mais surtout contre les militants et combattants du PKK. L'Alliance Atlantique avec une réaction toute de mollesse sur les frappes aériennes meurtrières porte sa part de responsabilité dans la rupture du processus de paix conclu en 2013 avec le PKK et la situation qui en résulte.

L'incendie criminel le 31 juillet d'une maison dans le village palestinien de Doua brulant vif un bébé et son père, a suscité une émotion considérable. Les autorités israéliennes ont dû se résoudre à placer en détention provisoire, pour la première fois, des militants racistes et criminels et à reconnaître un terrorisme juif dont il porte portant une grande responsabilité par sa politique d'occupation des territoires palestiniens au mépris du Droit international ; politique d'occupation qui est un obstacle majeur à une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens.

Les événements qui se déroulent en Grèce ont une signification historique. Ils ont à la fois, aiguisé les critiques sur le gouvernement de l'Europe et fait renaître la réflexion sur ce qu'est vraiment une démocratie.

En dépit d'un vote démocratique de tout un peuple qui, à plus de 61%, a exprimé sa volonté d'en finir avec l'austérité, celle-ci leur a été ré-infligée avec encore plus de sévérité. Après

une nuit de tractations, les 19 dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord, le 13 juillet, pour négocier un troisième programme d'aide à la Grèce pour lui permettre de couvrir les échéances des prêts octroyés les trois prochaines années. En contrepartie de ce soutien financier de plus de 85 milliards d'euros, la Grèce doit s'engager à mener des ajustements budgétaires draconiens et des réformes douloureuses sous haute surveillance, si ce n'est la tutelle, des quatre institutions créancières du pays : Union Européenne, Banque Centrale Européenne (BCE), Fonds Monétaire International (FMI), Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Parmi ces mesures drastiques, une hausse de la TVA, y compris pour ce qui est de l'eau, l'énergie et les produits alimentaires ; une hausse des cotisations à la sécurité sociale ; une réforme des retraites avec le report de l'âge légal de la retraite à 67 ans, une réforme de la procédure civile... Un fonds indépendant est créé pour privatiser des actifs grecs à hauteur de 50 milliards d'euros ; 25 milliards d'euros serviront à restructurer les banques exsangues de par la dégradation économique continue et les 25 autres iront au service de la dette. Comble du cynisme, 14 aéroports régionaux viennent d'être vendus à un consortium allemand Fraport-Slentel.

Une cure d'austérité supplémentaire dont les conséquences seront toujours plus de pauvreté, la poursuite du déclin avec une régression du PIB de 3 à 4% cette année, et la montée de la dette qui, malgré deux premiers programmes d'aide en 2010 et 2012 n'a cessé de croître passant de 101,7% du PIB en 2002 à 183% en 2014.

Les nouveaux objectifs budgétaires imposés à Athènes sont extrêmement exigeants sinon impossible à atteindre, selon de nombreux économistes. Le nouveau plan d'aide ne permettra pas de régler les problèmes économiques et budgétaires profonds de la Grèce ni d'assurer son avenir au sein de l'union monétaire.

Il faut s'affranchir de la pensée réactionnaire qui voudrait amener les citoyens à raisonner pays contre pays, l'Allemagne contre la Grèce, le Nord contre le Sud ... ce qui se joue se pose en termes de classe sociales internationales. L'accord humiliant qui a été imposé à la Grèce l'a été par l'oligarchie des gouvernements européens, par une classe sociale aujourd'hui dominante, ayant l'argent et le pouvoir et qui s'oppose aux classes moyennes et aux pauvres. Et ceux qui souffrent le plus des politiques d'austérité comme des effets du dérèglement climatique, ce sont les plus pauvres.

De fait, la véritable volonté idéologique poursuivie par les dirigeants libéraux et sociaux-libéraux est de démontrer au-delà de la Grèce à tous les européens et notamment à la France que face à la finance internationale et à l'économie libérale plus personne n'a le droit de bouger le petit doigt mais a contrario, doit sur la couture, doit appliquer une orthodoxie budgétaire et financière disciplinaire.

Conçue depuis le début au-dessus de la tête des populations, la politique européenne est l'exemple paradigmatique d'une tendance générale à l'assèchement de la sphère publique politique. De forts intérêts convergent vers une union bancaire, budgétaire et économique qui, sans être troublée par le simple bruit de la démocratie, mettent en œuvre silencieusement les impératifs du marché. Ce processus se matérialise par un rapport des 5 présidents des instances européennes : commission européenne, conseil européen, euro groupe, banque centrale européenne, parlement européen.

Le risque est réel que des modifications importantes dans le fonctionnement de l'Union Européenne se fassent une fois de plus sans mise en œuvre d'un processus démocratique les légitimant. Les questions soulevées ne sont pas que de nature institutionnelle, éloignées des préoccupations des travailleurs. Elles ont une incidence concrète sur la vie des millions des salariés de l'Union Européenne, sur leur salaire, leur protection sociale, leurs conditions de travail, sur les services publics.

La question se pose : la démocratie e-t-elle encore un sens aujourd'hui dans l'Union Européenne ? sa vocation n'est-elle pas de protéger les peuples et de promouvoir la justice sociale plutôt que les banques ? Ce qui est en danger actuellement en Europe, ce ne sont pas les finances, c'est la paix. Si on arrive à préconiser une Europe à deux vitesses dirigée par une suprastructure dictant sa loi, à confronter l'Europe du Sud à l'Europe du Nord, le risque de déflagration ne sera pas anodin. Est-ce à dire qu'aucune autre alternative n'est possible ? Nous ne le pensons pas.

Les populations et les salariés encore moins ne partagent pas les orientations de la politique européenne. Le référendum grec en témoigne. La montée du mouvement des indignés en Espagne en atteste. La campagne pour l'élection du leader travailliste en Grande Bretagne en donne aussi un aperçu. Jeremy Corbyn, caracole à 53% des intentions de vote avec un programme qui détonne : sortie de l'OTAN, renationalisations notamment des chemins de fer et de la poste et refus de l'austérité.

Toutes ces aspirations au progrès doivent être écoutés, entendues et soutenues. Le mouvement syndical doit en être acteur.

Oui une autre Europe est possible. Cela nécessite d'inscrire les populations elles-mêmes dans un processus politique qui jusqu'à présent leur échappe.

La CGT ne peut être absente de ces enjeux, ne pas se pencher sur ce qui est en train de passer. Des changements dans les règles économiques et institutionnelles européennes sont nécessaires ; il faut plus de démocratie dans les institutions de l'UE et dans les processus et de prises de décision.

Oui, une autre Europe est possible. Le syndicalisme européen a un rôle à jouer, la situation faite au peuple grec doit amener la CES réunie en congrès du 28 septembre au 2 octobre prochain à Paris à ne pas se limiter à un rôle institutionnel et de concertation mais à la mise en œuvre de politiques dans le cadre d'un mandat affirmé et assumé d'organisation syndicale de salariés.

Les défis majeurs pour le prochain mandat sont de relancer le rôle de la CES, d'être plus offensif et d'assurer des résultats concrets pour les travailleurs. Au lieu de surtout réagir aux initiatives institutionnelles, la CES doit définir son propre agenda en termes de priorités et d'actions.

La recherche des compromis les plus progressistes entre ses organisations doit être privilégiée au lieu du plus petit dénominateur commun.

Au cours du prochain mandat, la CES propose de relancer son action et sa campagne en faveur de la reprise économique et de l'investissement et mettre terme aux politiques d'austérité. Cela doit se faire à tous les niveaux et dans les pays, pour tous les secteurs au travers d'une pleine participation des affiliés de la CES dans ces processus et d'une solide coordination au niveau européen.

Le monde bouge, les femmes et les hommes aussi. L'idéal européen est menacé, à Vintimille comme à toutes ces frontières européennes qui devraient tomber mais qui sont en train de redevenir les symboles de mauvais augure du nationalisme et de la recherche de bouc émissaire.

Des signes inquiétants montent sur le continent européen. Dans les urnes, dans la rue ou dans les postures des gouvernements progressent les idées de fermeture, de repli national, d'intolérance. En Hongrie, le gouvernement dont la dérive autoritaire n'est plus à prouver a choisi de fermer la frontière avec la Serbie et veut construire un mur « anti-immigré » de

quatre mètres de haut le long des 175 kilomètres de frontières. A Bratislava de violentes manifestations ont eu lieu contre la proposition européenne de quotas de demandeurs d'asile. Au même moment, les quatre pays d'Europe centrale du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République Tchèque) disaient non à ce plan de répartition. Ici, un ancien président de la république ironise sur une « fuite d'eau » pour parler de la détresse humaine que cachent mal les statistiques sur le nombre de réfugiés ou de candidats à l'immigration qui risquent leur vie dans l'espoir d'une vie meilleure. Jusqu'à la guéguerre déplorable que se sont livrés français et italiens au poste frontière de Vintimille, autour de quelques centaines d'hommes, de femmes et même d'enfants devenus l'enjeu de posture nationales à courte vue. Et que dire des comptes sordides d'Eurotunnel et de la sénatrice-maire de Calais réclamant, l'un 9,7 millions d'euros de contribution à la sécurisation du terminal aux Etats français et anglais, la seconde, 50 millions d'euros à titre d'indemnisation économique.

Ce n'est pas une politique nationale, comptable et sécuritaire qui empêchera des milliers de migrants de risquer leur vie sur nos frontières. Mais une approche internationale, responsable et humaine.

Penser fermer les frontières pour stopper les flux migratoires est aussi irréaliste que criminel. Cela ne fait que rendre les déplacements plus précaires, plus coûteux, plus dangereux. Rappelons qu'en 2014, plus de 3500 personnes sont mortes noyées en méditerranée.

Le fait migratoire est un fait social, une réalité du monde contemporain incontournable. Permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres, c'est mettre fin à la tragédie qui se joue aux frontières de l'Europe ; c'est donner un coup d'arrêt au business ignoble des passeurs ; c'est faire que les migrants puissent déployer tout leur potentiel économique d'autant plus positivement que leur situation y est sûre et légale ; c'est contribuer au progrès social pour tous en rendant inopérante l'embauche par les employeurs de travailleurs étrangers en situation irrégulière, véritable « dumping social » dont ces salariés ne sont en rien responsable.

Aussi saluons et prenons appui sur la victoire obtenue par les travailleurs sans papiers et la CGT dans les Yvelines qui ont obtenu de Manpower que l'entreprise s'engage à fournir les papiers nécessaires à la régularisation. Une action qui a déclenché une vague de 400 adhésions à la CGT.

Face au retour de l'idée qu'une partie des humains sont indésirables, nous avons le choix de réaffirmer l'unité de l'Homme. Contre l'obscurantisme, il s'agit simplement de relancer l'humanisme. La CGT doit l'exprimer fortement. Ne nous voilons pas la face, nous devons aussi l'exprimer auprès de nos syndicats et nos syndiqués pour qu'ils puissent disposer de l'argumentation nécessaire pour en convaincre les salariés.

Pour en venir au cadre « Franco-Français », cet été l'austérité a fait partie des devoirs de vacances et reste inscrite au cahier de texte de la prochaine rentrée. Et ce, dans tous les domaines.

Pour la culture par exemple, ne tenant aucunement compte du long conflit historique qui a secoué radio-France, son PDG, Mathieu Gallet a présenté au CCE un plan d'affaire incluant 350 départs volontaires pour un retour à l'équilibre des comptes en 2017 sacrifiant ainsi le fonctionnement et l'accomplissement de ses missions sur l'autel d'une vision comptable étriquée et néfaste. C'est aussi le lourd danger qui est la baisse des crédits des collectivités territoriales pour la culture faisant suite au désengagement financier de l'État, qui a entraîné l'annulation de près de 150 festivals et à des dizaines de lieux fermés avec à la clé la disparition de nombreux emplois d'artistes et de techniciens. C'est dans ce contexte que le

cadrage de la nouvelle convention chômage qui englobe le régime des intermittents du spectacle devrait s'amorcer à l'automne. Une paupérisation de la culture qui a conduit la Fédération CGT du spectacle et ses syndicats à organiser une manifestation lors du festival d'Avignon.

Austérité qui frappe aussi les universités, portant atteinte à l'avenir à la fois de la jeunesse et du pays. Selon un rapport de l'UNEF pointant les abus et faiblesses de l'université pour la rentrée 2015-2016 des milliers de bacheliers étaient sans place au mois de juillet. Cette situation ten due est due certes à davantage de sélection illégale, à une augmentation importante de demandes d'inscription mais surtout aux difficultés budgétaires que connaissent les établissements. Même le secrétaire d'État à l'enseignement supérieur, Thierry MANDON, reconnaît en partie les difficultés sans remettre en cause la politique en cause mais se contentant de recommandations aux recteurs ... Une situation à rapprocher de celle des jeunes diplômés italiens qui quittent en masse leur pays ; cette immigration intellectuelle résultant de la crise économique au sens large. Ils sont victimes du dysfonctionnement de l'Etat, de décisions politiques contestables et de vues à court terme notamment en ce qui concerne la recherche fondamentale en manque croissants de moyens.

Austérité qui frappe aussi les services publics et notamment les hôpitaux. Leur quotidien s'apparente de plus en plus à celui d'un hôpital d'un pays émergent qu'à celui d'un hôpital de pointe, avec la fermeture de nombreux services d'urgence cet été. Conditions de travail devenues insupportables, dégradation des services non sans conséquences pour les patients, manque de moyens et de matériels gangrenant le fonctionnement des établissements, ... A tel point que le syndicat CGT de l'hôpital Nord de Marseille a pris l'initiative d'une lettre ouverte à Marisol Touraine, alors que l'on demande toujours plus d'économie aux hôpitaux public.

Austérité qui vivent les salariés, les pensionnés et les privés d'emplois avec des conditions de vie et qui se détériorent, le nouveau pic record du chômage au mois de juin est un élément qui en atteste.

Les résultats de cette austérité sont une croissance zéro au second trimestre 2015 comme l'établit l'INSEE, confortant hélas l'analyse de la CGT. Malgré ces résultats affligeants, le gouvernement n'entend pas changer de feuille de route, y compris en réponse à une majorité de plus en plus rétive en demande d'ajustements en faveur des ménages. Il entend maintenir le pacte de responsabilité, soit 47 milliards de baisse de cotisations pour les entreprises qui s'ajoutent aux autres cadeaux (CICE, exonérations diverses, et autres) et dont 17 milliards doivent encore être approuvés par les parlementaires. A suivre ...

Le seul effet de ces mesures est la reconstitution de la marge des entreprises, à un niveau inégalé de 31,1% sans aucun retour, ni pour les salariés, ni pour l'investissement en baisse continue, Ce taux de marge a pour visée d'alimenter les dividendes des actionnaires et la rentabilité du capital.

Pour sortir de cette situation, la CGT a des réponses fortes, efficaces : l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail.

Notre pétition « Augmenter les salaires, les minima sociaux, les pensions, c'est urgent, nécessaire et juste » est une campagne de fond et de longue haleine. Vous avez reçu le formulaire réactualisé.

Au 24 août, nous sommes à 169 769 signatures soit 56,59% de l'objectif des 300 000 signatures que nous nous sommes fixées à la date de cette assemblée générale de rentrée. Nul doute que les vacances bien méritées n'ont pas permis de comptabiliser toutes les signatures

pourtant recueillies. Plus raisonnablement, il y a besoin de ré-impulser la campagne, même si nous pouvons aussi constater collectivement que c'est plusieurs dizaines de milliers de salariés qui ont été sollicités en juillet et août avec un corps militant qui est demeuré mobilisé.

Nous l'avons mesuré le 25 juin, cette campagne reçoit un écho très favorable auprès des salariés et témoigne d'une adhésion à nos propositions. Autant d'éléments pour être à l'offensive et élever le rapport de force.

Prolonger cette campagne, réactualiser les plans de déploiements pour aller à la rencontre des salariés, solliciter les syndicats pour une mise en œuvre « là où nous sommes et là où ne nous sommes pas » dépasse largement notre demande d'ouverture de négociation sur le salaire qui est plus que jamais d'utilité et d'actualité et non les thèmes voulus par le gouvernement. C'est un moteur important pour la réussite de la journée interprofessionnelle d'actions et de mobilisations du 8 octobre sur laquelle je reviendrais.

A cette même date, plus exactement fin septembre, concernant la Fonction Publique, la CGT aura à se prononcer sur le projet d'accord carrières et rémunérations dont les négociations ont débuté depuis de long mois. Les fédérations ont décidé de ne pas simplement arrêter des positions des directions syndicales mais bel et bien de prendre l'avis de maximum d'agents de la Fonction Publique ; donnant corps à la fois à notre ambition d'un syndiqué acteur et décideur et de l'exigence de démocratie.

Si cette négociation ne porte pas sur la valeur du point d'indice mais sur les règles statutaires, le déroulement de carrière, les qualifications, ..., il n'en demeure pas moins qu'elle interfère sur le niveau de rémunération. Ainsi par exemple, le projet d'accord propose d'établir la périodicité de la négociation salariale à un délai de trois ans, comme le fait la loi Rebsamen s'agissant des NAO pour le privé. Au vu des incidences, le parallèle n'est pas à mettre de côté pour se déterminer.

Quelle que soit au final la décision prise quant à la signature de l'accord, il ne fait aucun doute que la revalorisation du point d'indice ne peut attendre l'ouverture de discussion en 2016 ; ce qui doit amener les fonctionnaires et agents de la Fonction Publique à prendre part à la journée du 8 octobre.

Oui, on peut à la fois, augmenter les salaires et travailler moins, pour travailler tous, vivre mieux son travail et de son travail.

Le niveau du chômage actuel menace la société dans son ensemble. Il entraîne dans une spirale infernale l'ensemble du salariat vers le moins disant social porté par le patronat et la précarité. Dans une telle situation, l'un des leviers pour une croissance forte et durable est de réduire le temps de travail sans baisser les rémunérations.

C'est pourquoi, nous avons ensemble décidé de lancer ce mois de septembre la campagne RTT, pour les 32 heures sans perte de pouvoir d'achat, pour rester dans notre dynamique de propositions avec une CGT à l'offensive.

Ce débat trouve résonance autour de la question de la semaine des 4 jours et du lien mis en avant entre la santé et le temps de travail par des études médicales d'ampleur. Et pourtant la décision de cette campagne a bousculé les médias et disons-le les salariés et même des syndiqués car à contrecourant des idées dominantes.

Cela nous impose pour la réussir à devoir armer, les syndicats, les militants, pour qu'ils puissent mener les discussions avec les salariés, sur le terrain, dans les entreprises, les administrations, les services. Ceci à partir de leurs aspirations et de leur capacité d'action. Comment ils vivent la RTT, comment ils la conçoivent et la souhaitent en fonction de leur réalité, nourriront nos cahiers revendicatifs. Des documents ont été déjà rédigés, une note

économique, une note aux organisations. Mais il faut aujourd'hui rendre accessible la RTT pour les syndiqués et les salariés, pour qu'ils puissent se l'approprier, la revendiquer, l'ancrer à leur réalité professionnelle.

Afin de préparer activement la rentrée, l'activité de la CGT n'a pas été mise en repos.

Nous avons pris la route d'un tour de France Social, étape après étape. Ce Tour de France social a été l'occasion de rencontrer et soutenir des militants en lutte et mettre en avant nos campagnes. Caravane du Tour de France cycliste et caravanes des saisonniers ont mobilisé 55 unions départementales donnant lieu à de nombreuses initiatives locales, dont le gain se retrouve en termes d'image positive de la CGT auprès des salariés. Cette image, il nous faut désormais la traduire en engagement et mobilisation.

Le point d'orgue de ce Tour de France social s'est achevé à Versailles et à Paris, le 28 juillet, ville où le travail saisonnier et la précarité ne connaissent pas de saison.

Alors qu'en France, le tourisme génère chaque année près de 160 milliards d'euros, la saisonnalité est un moyen de plus en plus utilisé par les employeurs pour précariser davantage leurs salariés. Qu'ils ou elles soient jeunes, étudiants, retraités, salariés seniors ou travailleurs migrants, leur nombre a doublé en sept ans. Ils sont aujourd'hui près de 2 millions à subir des conditions de vie et de travail précaires et à endurer un travail pénible et mal payé, voire non payé comme le cas des vendeurs de beignets du golfe de Saint Tropez, dont 23 se sont mis en grève et des démarches administratives, juridiques et judiciaires entamés avec notre soutien syndical.

Si des avancées ont été rendues possibles, notamment dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, et des accords locaux signés, cette question des saisonniers nous interpelle sur deux aspects. Elle ne peut être limitée à la seule campagne estivale mais nécessite dans les territoires de façon croisée avec les professions une action constante : un maillage pérenne du territoire, la création de maison de saisonniers, l'accueil dans les Unions Locales mais aussi par les syndicats, la tenue d'initiatives régulières... Au-delà, au vu des dérives constatées, elle interroge sur l'adaptation de la CGT aux nouvelles formes de travail, plus largement que le seul rapport Cadres / Ouvriers employés. Du reste, l'état de la syndicalisation nous y invite. Les formes de travail atypiques sont en train de devenir le commun sans que leur évolution ne soit figée. C'est bien l'un des enjeux de la démarche syndicale que les syndicats auront à discuter au 51ème congrès. C'est d'autant plus urgent qu'Emmanuel MACRON, ne cache pas ses velléités de travailler sur l'articulation des différents statuts du travail : salariés, autoentrepreneurs, portage salarial ... qui seront bien loin, on peut s'avancer sans crainte, de reprendre nos propositions du Nouveau Statut du Travail Salarié.

Pour dynamiser la rentrée, 8 meetings interrégionaux à caractère national seront tenus.

La confédération je le rappelle a pris l'engagement de répartir le reliquat de la manifestation du 9 avril à hauteur de 8 à 10000 € par meeting. Ces meetings contribuent également à la préparation du 51ème congrès confédéral des syndicats CGT.

Nul doute qu'à quelques jours du coup d'envoi, l'organisation est bien en place : les cars affrétés par les unions départementales, à 100% remplis par les militants, une communication sans zone blanche établie avec les syndicats, les contacts avec la presse locale calés... Sinon, il reste encore quelques jours pour y parvenir.

A ce stade, j'ai quelques informations pratiques à vous donner. Les meetings seront également l'occasion du lancement de la souscription pour le livre sur les 120 ans de la CGT qui sortira en fin d'année avec une lecture voulue à la portée de toutes et tous. Un collector des initiatives

menées et la sortie d'un film sont aussi prévus. Avis donc aux organisateurs de réserver dans les salles un espace pour les 120 ans de la CGT.

Dynamiser la rentrée, Dynamiser la journée interprofessionnelle d'actions et de mobilisations c'est possible avec des salles combes, des interventions dont le contenu et la tonalité donnent aux militants l'envie communicative de lutter et gagner sur les salaires ; l'égalité Femme/Homme : la RTT ; les libertés syndicales.

La journée interprofessionnelle de mobilisations du 8 octobre s'inscrit bien dans le processus de lutte enclenché le 9 avril. Elle est une expression concrète de notre campagne « coût du capital » et pour une autre répartition des richesses qui doit prendre corps à partir des réalités des salariés et de l'entreprise. Ces sur ces bases, que nous avons à gagner l'arrêt de travail et donner chair aux mobilisations.

L'intersyndicale du 29 juin a validé le communiqué commun CGT – FSU- Solidaires appelant au 8 octobre. Une nouvelle réunion est prévue jeudi en y invitant les organisations de jeunesse. Fait nouveau, FO a fait part de sa venue.

Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires ; Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes ; Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois et réduire le chômage ; Pérenniser et améliorer les garanties collectives ; Pérenniser et améliorer la protection sociale pour garantir les droits à la santé et à la retraite • Développer les investissements pour relancer l'activité économique ; Conforter et promouvoir les services publics c'est bien dire non à l'austérité en proposant des alternatives.

L'unité d'action la plus large est essentielle pour amplifier une dynamique, restaurer l'espoir, donner envie de se mobiliser pour gagner des acquis sociaux réels.

Oui, des victoires sont possibles. Quelques exemples, L'intersyndicale d'Euronext Paris vient de mettre en échec le PSE voulu par la direction pour des licenciements, sans jeu de mot, purement boursiers alors que la société affiche une santé économique exceptionnelle. Précisons que si au niveau national, la CFDT s'est prononcée pour une flexibilité accrue et un élargissement des plans de maintien de l'emploi, son syndicat d'entreprise a été sur une toute autre ligne ! Dans le Vaucluse les syndicats ont réussi à mobiliser élus locaux et la population, ce qui a mis en échec le plan de fermeture des bureaux de poste de Pernes et Bédoin.

Deux marques, un millésime, 1336 comme les 1336 jours de lutte ont donné son nom symbolique à la marque de thés et infusions bio des ex-Fralib ...L'opération de crowdfunding lancée par les salariés de Gémenos est un succès. 1500 contributeurs se sont engagés financièrement à soutenir les produits de la scop. Les thés et infusions des ex-Fralib seront diffusés largement dans les super et hypermarchés en septembre, tout en instaurant une distribution militante en vente directe. Des produits bio et de circuit court pour court-circuiter le groupe Unilever qui avait décidé de liquider l'usine de Gémenos pour produire en Pologne des infusions nées et fabriquées en Provence depuis 150 ans. Après le boycott des thés Lypton, je vous invite désormais à une démarche de consom'acteur en buvant sans modération les thés et infusions 1336.

Les meetings interrégionaux nécessitent un prolongement. Les rencontres avec les syndicats et les syndiqués, c'est utile et indispensable pour permettre les échanges, les confrontations. Ces rencontres sont primordiales pour discuter, débattre, lever des doutes, faire le point entre nous sur ce qu'il faut rectifier, ce qu'il faut impulser. Même si le plan de visite des syndiqués dans leur syndicat est en bonne voie d'accomplissement, cette démarche est à amplifier dès cette rentrée pour aller jusqu'au 51^{ème} congrès, non seulement pour forger une activité

revendicative offensive et efficace tournée vers les préoccupations des salariés dans leur diversité mais aussi pour que notre congrès à Marseille soit bien celui de toutes et tous ceux qui font la CGT. De sa préparation extraordinaire aux décisions prises. Les syndiqués l'exigent.

Cet été, les atteintes à la liberté syndicale, à la liberté d'expression, à la liberté d'intervention se sont poursuivies. Le panorama de presse l'a relaté.

Ce n'est pas le fruit du hasard, si la répression s'abat sur les syndicalistes notamment les plus combatifs mais bien le cœur d'un projet de société qui vise à imposer des choix politiques et empêcher les contestations et les propositions alternatives.

Nous avons décidé de prendre cette situation très au sérieux. Cela répond à une attente forte du corps militant. Le 23 septembre, partout en France, les organisations de la CGT sont appelés à organiser des initiatives : rassemblements, manifestations, conférence de presse ... afin d'exiger l'arrêt des atteintes aux libertés syndicales et de faire connaître nos propositions. Une demande d'audience a été faite auprès à la ministre de la justice afin de remettre et porter les exigences de la CGT.

Pour lui donner un « vrai » contenu, nous avons demandé à recenser tout ce qui concerne la répression syndicale en termes de carrière, d'avertissements, de répressions, de situations des bourses du travail ..., de façon à ce que les militants sachent que l'on s'occupe de cette question-là et qu'on ne courbe pas l'échine face aux coups qui tombent. Nous sommes encore loin d'avoir connaissance de toutes les situations de discrimination syndicale, comme nous sommes loin de connaître les initiatives mises en place. Il convient d'en accélérer les remontées.

Au-delà de la question – importante – de redonner fierté aux militants, la CGT entend organiser une contre-offensive en proposant l'élargissement des droits du travail dans l'entreprise et l'exigence d'une véritable démocratie sociale.

Nos exigences d'un respect de l'activité syndicale et de la protection des militants, la loi d'amnistie pour les militants syndicaux et associatifs, la mise à disposition à titre gratuit et pérenne des bourses du travail et unions locales par les collectivités locales doivent être connues partout. Le 23 septembre doit être une date qui marque dans la conquête de droits nouveaux pour les salariés et leurs représentants. Notamment quand les lois Rebsamen et Macron qui viennent d'être promulguées entendent limiter les droits de s'exprimer et de se défendre.

La loi relative au dialogue social adoptée définitivement le 23 juillet sacrifie la citoyenneté au travail. La fusion des instances représentatives du personnel, la fragilisation du CHSCT vont reléguer les enjeux du travail et de sa nécessaire transformation aux questions subsidiaires, y compris malheureusement, dans les entreprises à risque (Seveso). La possibilité de négocier les salaires ou l'égalité femmes/hommes tous les 3 ans au lieu d'annuellement, au-delà d'être une mesure scandaleuse, constitue un recul majeur pour les salariés.

La loi pour l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, adoptée qu'à renfort de 49.3 dérèglemente des pans entiers du droit du travail et organise la concurrence et la compétition dans des secteurs multiples de notre société. L'objectif recherché est de soulager le patronat et les capitaux des entreprises des « contraintes » imposées par le droit du travail, pour générer toujours plus de bénéfices en un temps le plus restreint possible, quel qu'en soit le coût salarial et humain, à l'exemple du travail du dimanche qui va pouvoir se mettre en œuvre !

C'est dans ce contexte que doit être remis le mois prochain les conclusions de la mission Combrexelle qui avait été chargée par Manuel Valls de tracer des « perspectives audacieuses » pour donner plus de place au dialogue social sur le terrain et élargir la place de l'accord collectif par rapport à la loi. En bref, poursuivre le démantèlement continu d'un droit du travail protecteur.

La journée d'action le 23 septembre contre la discrimination et pour de nouveaux droits pour tous les salariés et leurs représentants aura aussi pour dimension d'agir pour le renforcement de la citoyenneté au travail et la revitalisation de la démocratie sociale. Au regard des enjeux, ce rendez-vous donné par la CGT à toutes ses organisations, ses militants, plus largement aux salariés ne peut être relégué au second plan de notre activité en cette rentrée.

La dérive autoritaire que nous avons constatée, se décline dans toutes les lois ou les projets de lois récents. Il en va ainsi s'agissant de la réforme territoriale et de l'Etat. Après la loi MAPTAM qui porte création des métropoles, la fusion des régions en 13 grandes régions, la loi NOTRE a été adoptée le 7 août. Une analyse confédérale détaillée vous parviendra courant septembre. Le projet politique est désormais en place, plus aisé à décrypter du fait de la clarification institutionnelle et des compétences. Inséparable de la réforme de l'Etat et de la révision des politiques publiques, la loi NOTRE, ne vise pas à répondre plus efficacement et en proximité aux besoins des populations.

Il s'agit ni plus ni moins, à l'échelle européenne et dans le contexte de la compétition mondiale, d'adapter les territoires et les institutions de l'Etat aux intérêts du capital. Cela induit : la spécialisation et une mise en concurrence des territoires facteur d'inégalités ; un aménagement du territoire adapté à l'activité économique qui s'organise autour des besoins et des stratégies des entreprises et conduit à une accélération de la financiarisation de l'économie ; un éloignement des centres de décision des citoyens, un dessaisissement du mandat et du rôle des élus politiques.

Le recul de la démocratie est un effet recherché qui va de pair avec la volonté de bâillonner l'action et l'activité syndicale.

La CGT se doit d'intervenir sur les questions d'aménagement du territoire : Agir à partir de la réalité pour faire des territoires un lieu de confédéralisation de l'action CGT et l'expression d'une démarche revendicative.

Une journée d'étude est prévue le 22 octobre pour les organisations du CCN afin de permettre une appropriation large et confédérale de toutes les facettes des enjeux des réformes en cours. Cette journée d'étude constitue une étape dans la mise en commun en vue de partager réflexions, questionnements et propositions... Je vous invite d'ores et déjà à pointer cette date dans les agendas.

Vivre de son travail, répartir autrement les richesses, la CGT n'est pas la seule à le revendiquer. C'est aussi le lot des agriculteurs qui sont aujourd'hui en crise, tous concernés par la baisse généralisée des prix.

Le marché ouvert, mondialisé, dérégulé a mené l'agriculture à l'impasse : les consommateurs payent des deux côtés pour acheter la viande qu'ils consomment et par le biais des aides gouvernementales allouées aux agriculteurs et qui servent aujourd'hui principalement à financer la restructuration et le plan de licenciement de l'agriculture à taille humaine mis en place par les industries agro-alimentaires.

Pour résoudre durablement cette crise, il faut stopper net cette politique de libéralisation délibérée. Le bon sens économique et paysan appelle à s'attaquer aux causes profondes de ces crises récurrentes, notamment par la maîtrise des volumes au niveau européen et la réorientation des politiques agricoles vers un autre modèle.

Les statistiques viennent de l'affirmer, la terre vient de connaître au niveau mondial la moyenne de température la plus forte jamais enregistrée sur ces huit premiers mois,

Les informations sur le climat établissent clairement la dimension mortifère du capitalisme qui s'acharne dans un processus destructeur.

La prochaine COP, organe de décision de la convention cadre des états unis pour le changement climatique, se tiendra au mois de décembre à Paris. François Hollande veut faire de cet évènement international un moment marquant de sa présidence avec à la clé un accord, dont peu importe réellement le contenu.

La délégation syndicale, pilotée par la CSI, participe aux COP, en tant qu'observateur. Elle porte l'idée qu'il ne peut y avoir d'issue positive ni de politique stratégique de lutte contre les effets du changement climatique efficace sans que la question des conditions sociales des travailleurs et de leur famille soit prise en compte. C'est ainsi que s'est construite la revendication d'une transition juste avec pour l'un de ses piliers le travail décent.

La traditionnelle "Marche des peuples" aura lieu le 29 novembre Nous exprimerons dans le défilé un message dans la continuité du 9 avril. Ce qui est en jeu dépasse la simple transition énergétique. C'est un processus global qui interroge le travail lui-même. Nous ne manifesterons pas pour sauver le climat, mais bien autour de nos revendications sociales parce que sauver le climat nécessite une transition démocratique et citoyenne afin de concevoir la société différemment.

Cette COP21 est une opportunité pour la CGT d'impulser débats et initiatives sur le thème « L'industrie, un enjeu social et environnemental » Cela devra être fait à partir des territoires, en lien avec les professions et autour de dossiers concrets.

Pour la CGT, il ne peut y avoir d'avenir pour l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique sans relocalisation de la production. Cela passe par préserver, développer, moderniser l'industrie. Cela induit l'enjeu de la recherche et de la proximité. Nous serons vraisemblablement les seuls à aborder la conférence sous cet angle.

La désindustrialisation du pays a des effets considérables sur les autres secteurs d'activité, mais aussi sur la façon de concevoir la société et le service public. La prise de contrôle de la branche réacteur d'AREVA NP, par EDF l'illustre. Cette fusion nucléaire relève bel et bien d'un démantèlement du groupe public. A juste titre, comme l'indiquent les fédérations de la métallurgie et mines et énergie, l'ensemble des salariés de la filière nucléaire ont de quoi s'inquiéter pour leurs conditions sociales et leur avenir ; AREVA devant poursuivre son plan de restructuration qui vise à réaliser 1 milliard d'euros d'économie d'ici 2017 et qui pourrait se traduire par la suppression de 6000 emplois (dont 3000 à 4000 en France) sur les près de 44000 que compte le groupe. Ces incidences seraient démultipliées dans les territoires.

Une fois encore, le gouvernement fait la démonstration de son absence de vision industrielle à moyen et long terme de la filière industrielle dans le pays et de son irresponsabilité. L'Etat doit recapitaliser AREVA à la hauteur des besoins et des enjeux et doit donner à EDF les moyens suffisants pour réaliser les investissements nécessaires au renouvellement du parc nucléaire.

120 ans pour la CGT 116 ans pour la NVO, nous avons pris, ensemble, la décision d'en poursuivre l'histoire. Si l'objectif du financement solidaire est en bonne voie, 40% de réalisation pour l'année 2015, il n'en va pas de même s'agissant d'un abonnement bi-média par syndicat et/ou section syndicale.

Vous avez été destinataire du tableau d'abonnement actualisé. Il constitue une aide précieuse pour chaque organisation afin bâtir et concrétiser un plan de travail performant. J'incite chaque organisation à intégrer les enjeux de la lecture, de l'appropriation de nos propositions CGT, de la bataille idéologique et de l'abonnement au bi média NVO dans nos objectifs de rentrée et plus particulièrement lors des différentes assemblées de rentrée.

Le tout pour que notre 51^{ème} congrès puisse s'appuyer sur une entreprise de presse pérennisée, indissociable d'une CGT renforcée et conquérante.

Le monde bougera quoi qu'il arrive. Le plus important est de savoir qui conduira la marche. Pour conclure, je terminerais en reprenant les propos de la sociologue Sophie Bérud : « L'essentiel se joue dans sa défense quotidienne des salariés, au plan individuel et collectif, dans sa capacité à construire du commun à partir de réalités éclatées. Les rapports de force globaux changeront dès lors que l'action syndicale sera en mesure d'intéresser et de mobiliser les salariés sur leurs lieux de travail et de vie. C'est là qu'elles et qu'ils peuvent mieux toucher du doigt leur capacité à inverser le cours des choses dès lors qu'ils et elles s'engagent et agissent » Voilà qui résume bien notre état d'esprit et notre feuille de route pour cette rentrée.